



# L'Europe sous la menace de deux guerres commerciales

Alors que les Etats-Unis de Donald Trump parlent d'augmenter encore les droits de douane, les conflits avec la Chine se multiplient

BRUXELLES - bureau européen

Entre deux guerres commerciales potentielles, l'Union européenne (UE) peine à trouver une voie de passage. D'un côté, les Etats-Unis surtaxent ses exportations et la menace de nouveaux droits de douane. De l'autre, la Chine multiplie les barrières à l'entrée sur son marché, tout en se faisant de plus en plus offensive. Le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, est rentré de Washington vendredi 18 juillet, après y avoir rencontré le secrétaire au commerce, Howard Lutnick, le représentant au commerce, Jamieson Greer, et Kevin Hassett, le conseiller économique de M. Trump. Mais ce nouveau déplacement n'a pas permis aux négociations d'avancer.

Depuis son retour à la Maison Blanche, M. Trump a augmenté les droits de douane de 25 % sur les voitures et de 50 % sur l'acier et l'aluminium. Il a introduit des surtaxes de 10 % sur un large éventail de produits qu'ils pourraient remonter à 30 % vendredi 1<sup>er</sup> août si aucun accord n'est trouvé, et prévient qu'il pourrait s'en prendre aux biens pharmaceutiques, notamment. A ce stade, la Commission, qui négocie au nom des Vingt-Sept, n'a obtenu aucune concession.

« Donald Trump ne cherche pas un accord, il n'a pas encore abattu ses cartes. Ce qu'il veut, c'est découdre les réglementations européennes, numériques et sanitaires », argue Elvire Fabry, chercheuse à l'institut Jacques Delors. La Commission, elle, a une obsession : conserver l'unité européenne, ce qui l'a amenée jusqu'ici à refuser le rapport de force avec Washington. Sur le flanc est du Vieux Continent, on veut à tout prix sécuriser le soutien des Etats-Unis en Ukraine et la contribution américaine à la défense européenne. En Allemagne, en Italie et en Irlande, on redoute

une guerre commerciale.

Conséquence, l'UE n'a encore pris aucune mesure de rétorsion. Un premier paquet de contre-mesures – des surtaxes portant sur 21 milliards d'euros de biens américains – est prêt, mais, après avoir envisagé de repousser son entrée en vigueur à la fin de l'année, elle l'a finalement décalée au 6 août. Un deuxième (sur 72 milliards d'euros) a été concocté, mais l'exécutif communautaire ne l'a pas encore soumis aux Etats membres pour validation.

**« Tout dépendra de l'Allemagne »**

Quant au troisième paquet, qui lui permettrait de fermer les marchés publics aux entreprises américaines, de contrôler ses exportations outre-Atlantique ou encore d'imposer des taxes aux géants du numérique, Bruxelles ne l'a pas encore présenté aux Vingt-Sept. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a beau répéter que « toutes les options sont sur la table », elle privilégie un accord, quand bien même celui-ci serait asymétrique.

Relativement isolée, la France milite pour des négociations plus musclées. « Tout dépendra de l'Allemagne », insiste un proche de l'Élysée. Avant de poursuivre : « Le chancelier, Friedrich Merz, envoi des signaux contradictoires. Tantôt il affirme la nécessité d'une Europe puissance. Tantôt il prend le parti de l'industrie automobile allemande, qui essaie d'obtenir des passe-droits en allant négocier à la Maison Blanche. »

Emmanuel Macron doit rencontrer M. Merz à Berlin mercredi 23 juillet et il espère que la perspective de droits de douane à 30 % soit suffisamment effrayante pour le faire bouger. Vendredi, lors d'une réunion entre les ambassadeurs auprès de l'UE et le commissaire au commerce, le représentant allemand a montré des signes d'évolution. Berlin ne s'oppose plus à l'utilisation de l'instrument antioercition.

Sur le front chinois, la Commission n'a pas non plus, jusqu'ici, obtenu de résultat, et il est peu probable que le sommet UE-Chine, prévu à Pékin jeudi 24 juillet, change la donne. Les barrières à l'entrée au marché chinois pour les entreprises européennes sont pourtant de plus en plus nombreuses et le déficit commercial européen s'envole : il a atteint 305 milliards d'euros en 2024.

La fermeture du marché américain ne devrait pas arranger les choses. Les Européens redoutent de voir les surcapacités chinoises se déverser sur leur sol. Dans ce contexte, la Commission utilise de plus en plus ses instruments de défense commerciale contre Pékin. Elle multiplie les enquêtes et a notamment augmenté les droits de douane sur les voitures électriques chinoises.

Mais la Chine riposte et s'en prend tour à tour au cognac ou aux dispositifs médicaux européens, quand elle ne menace pas de ne plus livrer aux Européens des produits dont ils sont dépendants. Depuis avril, elle restreint ainsi ses exportations de terres rares, ce qui inquiète l'industrie européenne, à commencer par les constructeurs automobiles. « La situation est intenable », juge un responsable européen, et si cela devait durer, « l'UE défendrait ses intérêts ».

Etats-Unis, Chine : l'UE va devoir trouver une issue de secours, si elle ne veut pas être la victime impuissante de l'affrontement entre les deux premières puissances mondiales. Mais, dans les deux cas, il lui est d'autant plus difficile d'arrêter une stratégie que les intérêts des Etats membres divergent et que les enjeux dépassent largement le cadre commercial.

M. Trump attend des Européens qu'ils se rangent à ses côtés contre Pékin, ce dont certains Etats membres soucieux de leurs exportations, à commencer par



l'Allemagne, ne veulent pas entendre parler. D'autres imaginent que l'offensive américaine pourrait rapprocher l'Union de la Chine. *« Le vrai défi structurel pour l'Europe, c'est la Chine, et les menaces de Trump risquent de nous distraire de cet enjeu »*, redoute Elvire Fabry. ■

VIRGINIE MALINGRE

**La Commission a une obsession : conserver l'unité européenne, ce qui l'a amenée jusqu'ici à refuser le rapport de force avec Washington**

